

C-2

Third Session, Fortieth Parliament,
59 Elizabeth II, 2010

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-2

An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Colombia, the Agreement on the Environment between Canada and the Republic of Colombia and the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Colombia

REPRINTED AS AMENDED BY THE STANDING COMMITTEE ON INTERNATIONAL TRADE AS A WORKING COPY FOR THE USE OF THE HOUSE OF COMMONS AT REPORT STAGE AND AS REPORTED TO THE HOUSE ON JUNE 2, 2010

MINISTER OF INTERNATIONAL TRADE

C-2

Troisième session, quarantième législature,
59 Elizabeth II, 2010

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-2

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, de l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République de Colombie et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ PAR LE COMITÉ PERMANENT DU COMMERCE INTERNATIONAL COMME DOCUMENT DE TRAVAIL À L'USAGE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES À L'ÉTAPE DU RAPPORT ET PRÉSENTÉ À LA CHAMBRE LE 2 JUIN 2010

MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "*An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Colombia, the Agreement on the Environment between Canada and the Republic of Colombia and the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Colombia*".

SUMMARY

This enactment implements the Free Trade Agreement and the related agreements on the environment and labour cooperation entered into between Canada and the Republic of Colombia and signed at Lima, Peru on November 21, 2008.

The general provisions of the enactment specify that no recourse may be taken on the basis of the provisions of Part 1 of the enactment or any order made under that Part, or the provisions of the Free Trade Agreement or the related agreements themselves, without the consent of the Attorney General of Canada.

Part 1 of the enactment approves the Free Trade Agreement and the related agreements and provides for the payment by Canada of its share of the expenditures associated with the operation of the institutional aspects of the Free Trade Agreement and the power of the Governor in Council to make orders for carrying out the provisions of the enactment.

Part 2 of the enactment amends existing laws in order to bring them into conformity with Canada's obligations under the Free Trade Agreement and the related agreement on labour cooperation.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «*Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, de l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République de Colombie et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie*».

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre l'accord de libre-échange, l'accord sur l'environnement et celui de coopération dans le domaine du travail, conclus entre le Canada et la République de Colombie et signés à Lima, Pérou, le 21 novembre 2008.

Les dispositions générales du texte prévoient qu'aucun recours privé ne peut, sans le consentement du procureur général du Canada, être exercé sur la base des dispositions de la partie 1 ou des décrets d'application de celle-ci, non plus que sur le fondement des dispositions des accords eux-mêmes.

La partie 1 approuve les accords et prévoit le paiement par le Canada de sa part des frais liés à la mise en place du soutien institutionnel et administratif nécessaire. Elle confère au gouverneur en conseil le pouvoir de prendre des décrets en vue de l'exécution des dispositions du texte.

La partie 2 modifie certaines lois afin de donner suite aux obligations prévues par l'accord de libre-échange et l'accord de coopération dans le domaine du travail.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO IMPLEMENT THE FREE TRADE AGREEMENT BETWEEN CANADA AND THE REPUBLIC OF COLOMBIA, THE AGREEMENT ON THE ENVIRONMENT BETWEEN CANADA AND THE REPUBLIC OF COLOMBIA AND THE AGREEMENT ON LABOUR COOPERATION BETWEEN CANADA AND THE REPUBLIC OF COLOMBIA

SHORT TITLE

1. *Canada–Colombia Free Trade Agreement Implementation Act*

INTERPRETATION

2. Definitions
3. Interpretation consistent with agreements
4. Non-application of Act or Agreement to water
5. Construction

HER MAJESTY

6. Binding on Her Majesty

PURPOSE

7. Purpose

CAUSES OF ACTION

8. Causes of action under Part 1

PART 1

IMPLEMENTATION OF THE AGREEMENT AND THE RELATED AGREEMENTS

APPROVAL

9. Agreements approved

ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL PROVISIONS

10. Canadian representative on Joint Commission
11. Payment of expenditures

TABLE ANALYTIQUE

LOI PORTANT MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE, DE L'ACCORD SUR L'ENVIRONNEMENT ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ET DE L'ACCORD DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DU TRAVAIL ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie*

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. Définitions
3. Interprétation compatible
4. Non-application de la présente loi et de l'Accord aux eaux
5. Interprétation

SA MAJESTÉ

6. Obligation de Sa Majesté

OBJET

7. Objet

DROIT DE POURSUITE

8. Droits et obligations fondés sur la partie 1

PARTIE 1

MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET DES ACCORDS CONNEXES

APPROBATION

9. Approbation

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES

10. Représentation canadienne à la Commission mixte
11. Paiement des frais

PANELS, COMMITTEES, SUBCOMMITTEES AND WORKING GROUPS

- 12. Powers of Minister
- 13. Administrative support
- 14. Payment of costs

ORDERS

- 15. Orders re Article 2114

REPORT

- 15.1 Report

PART 2

RELATED AMENDMENTS

- 16-22. *Canadian International Trade Tribunal Act*
- 23. *Commercial Arbitration Act*
- 24. *Crown Liability and Proceedings Act*
- 25-29. *Customs Act*
- 30-42. *Customs Tariff*
- 43. *Department of Human Resources and Skills Development Act*
- 44-46. *Export and Import Permits Act*
- 47. *Financial Administration Act*

PART 3

COMING INTO FORCE

- 48. Order in council

SCHEDULE 1

SCHEDULE 2

GROUPES SPÉCIAUX, COMITÉS, SOUS-COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL

- 12. Pouvoirs du ministre
- 13. Soutien administratif
- 14. Paiement des frais

DÉCRETS

- 15. Décret: article 2114 de l'Accord

RAPPORT

- 15.1 Rapport

PARTIE 2

MODIFICATIONS CONNEXES

- 16-22. *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*
- 23. *Loi sur l'arbitrage commercial*
- 24. *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*
- 25-29. *Loi sur les douanes*
- 30-42. *Tarif des douanes*
- 43. *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences*
- 44-46. *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*
- 47. *Loi sur la gestion des finances publiques*

PARTIE 3

ENTRÉE EN VIGUEUR

- 48. Décret

ANNEXE 1

ANNEXE 2

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-2

PROJET DE LOI C-2

An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Colombia, the Agreement on the Environment between Canada and the Republic of Colombia and the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Colombia

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, de l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République de Colombie et de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada–Colombia Free Trade Agreement Implementation Act*.

1. *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie.*

Titre abrégé
5

INTERPRETATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Agreement”
« *Accord* »

“Agreement” means the Free Trade Agreement between Canada and the Republic of Colombia, 10 signed on November 21, 2008.

« *Accord* » L'Accord de libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, signé le 21 novembre 2008.

« *Accord* »
“*Agreement*”

“federal law”
« *texte législatif fédéral* »

“federal law” means the whole or any portion of an Act of Parliament or a regulation, order or other instrument issued, made or established in the exercise of a power conferred by or under an 15 Act of Parliament.

« *accord connexe* » L'un ou l'autre des accords suivants :

« *accord connexe* »
“*related agreement*”

“Joint Commission”
« *Commission mixte* »

“Joint Commission” means the Joint Commission established under Article 2001 of the Agreement.

a) l'Accord sur l'environnement entre le Canada et la République de Colombie, signé le 21 novembre 2008;

15

b) l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie, signé le 21 novembre 2008.

“Minister”
« *ministre* »

“Minister” means the Minister for International 20 Trade.

« *Commission mixte* » La commission mixte établie aux termes de l'article 2001 de l'Accord. 20

« *Commission mixte* »
“*Joint Commission*”

"related agreement" « accord connexe »	<p>"related agreement" means</p> <p>(a) the Agreement on the Environment between Canada and the Republic of Colombia, signed on November 21, 2008; or</p> <p>(b) the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Colombia, signed on November 21, 2008.</p>	<p>« ministre » Le ministre du Commerce international.</p> <p>« texte législatif fédéral » Tout ou partie d'une loi fédérale ou d'un règlement, décret ou autre 5 5 texte pris dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.</p>	<p>« ministre » "Minister"</p> <p>« texte législatif fédéral » "federal law"</p>
Interpretation consistent with agreements	<p>3. For greater certainty, this Act and any federal law that implements a provision of the Agreement or a related agreement or fulfils an 10 10 obligation of the Government of Canada under the Agreement or a related agreement is to be interpreted in a manner consistent with the Agreement or related agreement, as the case may be.</p>	<p>3. Il est entendu que la présente loi et tout 10 10 texte législatif fédéral qui met en oeuvre une disposition de l'Accord ou d'un accord connexe ou vise à permettre au gouvernement du Canada d'exécuter une obligation contractée par lui aux 10 10 termes de l'un ou l'autre de ces accords s'interprètent d'une manière compatible avec 15 15 l'Accord ou l'accord connexe, selon le cas.</p>	Interprétation compatible
Non-application of Act or Agreement to water	<p>4. For greater certainty, nothing in this Act or the Agreement applies to natural surface or ground water in liquid, gaseous or solid state.</p>	<p>4. Il est entendu que ni la présente loi ni 15 15 l'Accord ne s'appliquent aux eaux de surface ou souterraines naturelles, à l'état liquide, gazeux ou solide.</p>	Non-application de la présente loi et de l'Accord aux eaux
Construction	<p>5. For greater certainty, nothing in this Act, by specific mention or omission, is to be 20 20 construed to affect in any manner the right of Parliament to enact legislation to implement any provision of the Agreement or a related agreement or fulfil any of the obligations of the Government of Canada under the Agree- 25 25 ment or a related agreement.</p>	<p>5. Il est entendu qu'aucune disposition de la 20 20 présente loi ne s'interprète, ni par ses mentions expresses ni par ses omissions, de sorte à porter atteinte au pouvoir du Parlement d'adopter les lois nécessaires à la mise en oeuvre de toute disposition de l'Accord ou d'un accord connexe ou à l'exécution des obligations contractées par 25 25 le gouvernement du Canada aux termes de ces accords.</p>	Interprétation
Binding on Her Majesty	<p style="text-align: center;">HER MAJESTY</p> <p>6. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.</p>	<p style="text-align: center;">SA MAJESTÉ</p> <p>6. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.</p>	Obligation de Sa Majesté
Purpose	<p style="text-align: center;">PURPOSE</p> <p>7. The purpose of this Act is to implement the Agreement and the related agreements, the 30 30 objectives of which, as elaborated more specifically through their provisions, are to</p> <p>(a) establish a free trade area in accordance with the Agreement;</p> <p>(b) promote, through the expansion of recip- 35 35 rocal trade, the harmonious development of the economic relations between Canada and the Republic of Colombia in order to foster, in Canada and in Colombia, the advancement of economic activity; 40 40</p>	<p style="text-align: center;">OBJET</p> <p>7. La présente loi a pour objet la mise en 30 30 oeuvre de l'Accord et des accords connexes, dont les objectifs — définis de façon plus précise dans leurs dispositions — sont les suivants :</p> <p>a) établir une zone de libre-échange confor- 35 35 mément à l'Accord;</p> <p>b) favoriser, par l'accroissement des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques entre le Canada et la République de Colombie 40 40</p>	Objet

- (c) provide fair conditions of competition affecting trade between Canada and the Republic of Colombia;
- (d) substantially increase investment opportunities in Canada and the Republic of Colombia;
- (e) contribute, by the removal of barriers to trade, to the harmonious development and expansion of world trade;
- (f) enhance and enforce environmental laws and regulations and strengthen cooperation on environmental matters;
- (g) protect, enhance and enforce basic workers' rights, strengthen cooperation and build on the respective international commitments of Canada and the Republic of Colombia on labour matters; and
- (h) promote sustainable development.
- et promouvoir ainsi la progression de l'activité économique au Canada et dans la République de Colombie;
- c) prévoir des conditions équitables de concurrence dans les échanges commerciaux entre le Canada et la République de Colombie;
- d) augmenter substantiellement les possibilités d'investissement au Canada et dans la République de Colombie;
- e) contribuer, par l'élimination des obstacles aux échanges commerciaux, au développement et à l'essor harmonieux du commerce mondial;
- f) renforcer et appliquer les lois et règlements en matière d'environnement et renforcer la coopération en matière d'environnement;
- g) protéger, valoriser et faire respecter les droits fondamentaux des travailleurs, renforcer la coopération dans le domaine du travail et se fonder sur les engagements internationaux respectifs du Canada et de la République de Colombie dans le domaine du travail;
- h) promouvoir le développement durable.

CAUSES OF ACTION

Causes of action under Part 1

8. (1) No person has any cause of action and no proceedings of any kind shall be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of Part 1 or an order made under that Part.

25

Causes of action under the Agreement or a related agreement

(2) Subject to Section B of Chapter Eight of the Agreement and Part Three and Annex 4 of the Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Colombia, signed on November 21, 2008, no person has any cause of action and no proceedings of any kind shall be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of the Agreement or a related agreement.

35

DROIT DE POURSUITE

8. (1) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur la partie 1 ou sur les décrets d'application de celle-ci, ne peut être exercé qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur la partie 1

30

(2) Sous réserve de la section B du chapitre huit de l'Accord ainsi que de la partie 3 et l'annexe 4 de l'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie, signé le 21 novembre 2008, le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur l'Accord ou un accord connexe, ne peut s'exercer qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur l'Accord ou les accords connexes

40

PART 1		PARTIE 1	
IMPLEMENTATION OF THE AGREEMENT AND THE RELATED AGREEMENTS		MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET DES ACCORDS CONNEXES	
APPROVAL		APPROBATION	
Agreements approved	9. The Agreement and the related agreements are approved.	9. L'Accord et les accords connexes sont approuvés.	Approbation
ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL PROVISIONS		DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES	
Canadian representative on Joint Commission	10. The Minister is the principal representative of Canada on the Joint Commission.	10. Le ministre est le principal représentant du Canada auprès de la Commission mixte.	Représentation canadienne à la Commission mixte
Payment of expenditures	11. The Government of Canada shall pay its appropriate share of the aggregate of any expenditures incurred by or on behalf of the Joint Commission.	11. Le gouvernement du Canada paie sa quote-part du total des frais supportés par la Commission mixte ou en son nom.	5 Paiement des frais
PANELS, COMMITTEES, SUBCOMMITTEES AND WORKING GROUPS		GROUPES SPÉCIAUX, COMITÉS, SOUS-COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL	
Powers of Minister	12. The Minister may (a) appoint any person to be a representative of Canada on any committee or subcommittee referred to in Annex 2001 of the Agreement; (b) appoint any person to be a panelist in accordance with Article 2108 of the Agreement; and (c) propose candidates to serve as the chair of panels in accordance with that Article.	12. Le ministre peut prendre les mesures suivantes : a) nommer les représentants du Canada aux comités et sous-comités visés à l'annexe 2001 de l'Accord; b) nommer un membre du groupe spécial conformément à l'article 2108 de l'Accord; c) proposer des candidats à la fonction de président du groupe spécial conformément à cet article.	10 15 Pouvoirs du ministre
Administrative support	13. The Minister shall designate an agency, division or branch of the Government of Canada to facilitate the operation of Chapter Twenty-one of the Agreement and to provide administrative assistance to panels established under that Chapter.	13. Le ministre désigne un organisme ou un service de l'administration fédérale pour faciliter la mise en oeuvre du chapitre vingt et un de l'Accord et assurer le soutien administratif des groupes spéciaux institués en vertu de ce chapitre.	20 Soutien administratif
Payment of costs	14. The Government of Canada shall pay the costs of or its appropriate share of the costs of (a) the remuneration and expenses payable to members of panels, committees, subcommittees and working groups and to the assistants of panel members; and (b) the general expenses incurred by panels, committees, subcommittees and working groups.	14. Le gouvernement du Canada paie l'entière — ou sa quote-part — des frais suivants : a) la rémunération et les indemnités des membres des groupes spéciaux, comités, sous-comités et groupes de travail et des assistants des groupes spéciaux; b) les frais généraux supportés par les groupes spéciaux, comités, sous-comités et groupes de travail.	25 Paiement des frais

ORDERS

DÉCRETS

Orders re Article
2114

15. (1) The Governor in Council may, for the purpose of suspending benefits in accordance with Article 2114 of the Agreement, by order, do any one or more of the following:

- (a) suspend rights or privileges granted by Canada to the Republic of Colombia or to goods of the Republic of Colombia under the Agreement or any federal law;
- (b) modify or suspend the application of any federal law, with respect to the Republic of Colombia or to goods of the Republic of Colombia;
- (c) extend the application of any federal law to the Republic of Colombia or to goods of the Republic of Colombia; and
- (d) take any other measure that the Governor in Council considers necessary for that purpose.

Period of order

(2) Unless repealed, an order made under subsection (1) has effect for the period specified in the order.

15. (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, en vue de suspendre des avantages conformément à l'article 2114 de l'Accord, prendre les mesures suivantes :

- a) suspendre les droits ou privilèges que le Canada a accordés à la République de Colombie ou à des marchandises de celle-ci en vertu de l'Accord ou d'un texte législatif fédéral;
- b) modifier ou suspendre l'application d'un texte législatif fédéral à la République de Colombie ou à des marchandises de celle-ci;
- c) étendre l'application d'un texte législatif fédéral à la République de Colombie ou à des marchandises de celle-ci;
- d) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

Décret : article
2114 de
l'AccordDurée
d'application

REPORT

RAPPORT

Report

15.1 Pursuant to the Agreement Concerning Annual Reports on Human Rights and Free Trade Between Canada and the Republic of Colombia, the Minister shall cause to be laid before each House of Parliament by May 15 of each year or, if that House is not then sitting, on any of the 30 days next thereafter that it is sitting, a report on the operation of this Act during the previous calendar year, containing a general summary of all actions taken under the authority of this Act, and an analysis of the impact of these actions on human rights in Canada and the Republic of Colombia.

15.1 Conformément à l'Accord concernant des rapports annuels sur les droits de l'homme et le libre-échange entre le Canada et la République de Colombie, chaque année, au plus tard le 15 mai ou, si la Chambre ne siège pas, dans les trente jours suivant la reprise des séances, le ministre fait déposer devant chaque chambre du Parlement un rapport sur l'application de la présente loi pendant l'année civile précédente comportant le résumé des mesures prises sous le régime de la présente loi ainsi que l'analyse des répercussions qu'ont eues ces mesures sur les droits de la personne au Canada et en République de Colombie.

Rapport

PART 2

RELATED AMENDMENTS

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE
TRIBUNAL ACT

16. (1) Section 2 of the *Canadian International Trade Tribunal Act* is amended by adding the following after subsection (3):

(3.1) In this Act, “Colombia Tariff” means the rates of customs duty referred to in section 49.01 of the *Customs Tariff*.

(2) Subsection 2(5) of the Act is replaced by the following:

(5) For the purposes of this Act, goods are imported from an EFTA state, from a NAFTA country, from Chile, from Costa Rica, from Peru or from Colombia if they are shipped directly to Canada from the EFTA state, the NAFTA country, Chile, Costa Rica, Peru or Colombia, as the case may be, within the meaning of sections 17 and 18 of the *Customs Tariff*.

17. The Act is amended by adding the following after section 19.012:

19.0121 (1) In this section, “principal cause” means, in respect of a serious injury or threat of a serious injury, an important cause that is no less important than any other cause of the serious injury or threat.

(2) The Tribunal shall inquire into and report to the Governor in Council on the question whether goods that are entitled to the benefit of the Colombia Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic production of like or directly competitive goods, and under such conditions as to constitute a principal cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, if the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, refers the question to it for inquiry and report.

PARTIE 2

MODIFICATIONS CONNEXES

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU
COMMERCE EXTÉRIEUR

16. (1) L'article 2 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Dans la présente loi, « tarif de la Colombie » s'entend des taux de droits de douane visés à l'article 49.01 du *Tarif des douanes*.

(2) Le paragraphe 2(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(5) Pour l'application de la présente loi, sont des marchandises importées d'un État de l'AELÉ, d'un pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica, du Pérou ou de la Colombie les marchandises expédiées directement au Canada de l'État ou du pays en cause, conformément aux articles 17 et 18 du *Tarif des douanes*.

17. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 19.012, de ce qui suit :

19.0121 (1) Au présent article, « cause principale » s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.

(2) Le Tribunal, saisi par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre, enquête et fait rapport au gouverneur en conseil sur la question de savoir si des marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de la Colombie, importées en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes, et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage.

R.S., c. 47
(4th Supp.)

Definition of
“Colombia
Tariff”

2009, c. 16,
s. 56(3)

Goods imported
from an EFTA
state, a NAFTA
country, Chile,
Costa Rica, Peru
or Colombia

Definition of
“principal cause”

Emergency
measures—
Colombia

L.R., ch. 47
(4^e suppl.)

Définition de
« tarif de la
Colombie »

2009, ch. 16,
par. 56(3)

Marchandises
importées d'un
État de l'AELÉ,
d'un pays
ALÉNA, du
Chili, du Costa
Rica, du Pérou
ou de la
Colombie

Définition de
« cause
principale »

Mesures
d'urgence :
Colombie

Terms of reference	(3) The Tribunal shall conduct an inquiry under subsection (2) and prepare its report in accordance with the terms of reference established by the Governor in Council or the Minister, as the case may be.	(3) Le Tribunal mène l'enquête visée au paragraphe (2) et établit le rapport correspondant dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le gouverneur en conseil ou le ministre, selon le cas.	Mandat 5
Tabling of report	(4) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Governor in Council or the Minister to be laid before each House of Parliament on any of the first 15 days on which that House is sitting after the report is so submitted.	(4) Le ministre dépose le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission à son destinataire.	Dépôt au Parlement
Notice of report	(5) The Tribunal shall cause notice of the submission of a report to be published in the <i>Canada Gazette</i> .	(5) Le Tribunal fait publier dans la <i>Gazette du Canada</i> un avis de transmission du rapport.	10 Avis
18. The Act is amended by adding the following after section 20.04:			
Definition of "principal cause"	20.05 (1) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of serious injury, an important cause that is no less important than any other cause of the serious injury or threat.	18. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 20.04, de ce qui suit : 20.05 (1) Au présent article, « cause principale » s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.	15 Définition de « cause principale »
Determination in respect of Colombian goods	(2) Where, in an inquiry conducted pursuant to a reference under section 20 into goods imported from Colombia that are specified by the Governor in Council or in an inquiry conducted pursuant to a complaint under subsection 23(1) into goods so imported that are specified by the Tribunal, the Tribunal finds that the specified imported goods and goods of the same kind imported from other countries are being imported in such increased quantities and under such conditions as to be a principal cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, the Tribunal shall determine whether the specified imported goods are a principal cause of the serious injury or threat of serious injury.	(2) Lorsque, dans le cadre d'une enquête menée en vertu de l'article 20 relativement à des marchandises importées de la Colombie et précisées par le gouverneur en conseil, ou d'une enquête découlant d'une plainte visée au paragraphe 23(1) relativement à de telles marchandises précisées par lui, le Tribunal conclut que les marchandises en question et les marchandises du même genre importées d'autres pays le sont en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il doit décider si la quantité des marchandises importées et précisées constitue une cause principale du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.	25 25 30 35 Inclusion des marchandises originaires de la Colombie
Determinations	(3) In the case of an inquiry to which subsection (2) applies, the Tribunal shall include in its report any determinations made under that subsection.	(3) Dans le cadre d'une enquête visée au paragraphe (2), le Tribunal inclut dans son rapport les décisions auxquelles il parvient en vertu de ce paragraphe.	40 Mention des décisions
Inquiry under section 30.07	(4) In an inquiry under section 30.07 into goods imported from Colombia conducted pursuant to an extension request, the Tribunal	(4) Lorsqu'une enquête est menée en vertu de l'article 30.07 relativement à des marchandises importées de la Colombie, le Tribunal doit	45 Enquête menée en vertu de l'article 30.07

shall determine whether the goods imported from Colombia are a principal cause of the serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

décider si ces marchandises constituent une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage.

2009, c. 16,
s. 56(5)

19. Section 21.1 of the Act is replaced by the following:

19. L'article 21.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Definition of
"complaint"

21.1 In sections 23 to 30, "complaint" means a written complaint filed with the Tribunal under subsection 23(1), (1.01), (1.02), (1.03), (1.04), (1.05), (1.06), (1.061), (1.07), (1.08), (1.09), (1.091), (1.092) or (1.093) and, for the purposes of those sections, a complaint is properly documented if the Tribunal is satisfied that it contains or is accompanied by the information required by section 23.

21.1 Aux articles 23 à 30, «plainte» s'entend d'une plainte écrite déposée auprès du Tribunal en vertu des paragraphes 23(1), (1.01), (1.02), (1.03), (1.04), (1.05), (1.06), (1.061), (1.07), (1.08), (1.09), (1.091), (1.092) ou (1.093). Le dossier est complet si le Tribunal est convaincu qu'il comprend les renseignements prévus à l'article 23.

Filing of
complaint —
Colombia Tariff

20. Section 23 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.06):

20. L'article 23 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.06), de ce qui suit :

(1.061) Any domestic producer of goods that are like or directly competitive with any goods being imported into Canada and that are entitled to the Colombia Tariff, or any person or association acting on behalf of such a domestic producer, may file a written complaint with the Tribunal alleging that, as a result of that entitlement, the imported goods are being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic production of like or directly competitive goods, and under such conditions as to constitute a cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods.

(1.061) Lorsqu'il estime que certaines marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de la Colombie, importées en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes, et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause du dommage grave — ou de la menace d'un tel dommage — qui lui est ainsi porté, le producteur national de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

21. Paragraph 26(1)(a) of the Act is amended by adding the following after subparagraph (i.6):

21. L'alinéa 26(1)(a) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (i.6), de ce qui suit :

(i.61) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.061), the goods that are entitled to the Colombia Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic production of like or directly competitive goods, and under such conditions as to constitute a

(i.61) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.061), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de la Colombie, importées en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes, et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause du dommage

5

2009, ch. 16,
par. 56(5)

Définition de
«plainte»

15

Dépôt : tarif de la
Colombie

35

45

cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods,

grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage,

22. Subsection 27(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a.6):

(a.61) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.061), the goods that are entitled to the Colombia Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such 10 increased quantities, in absolute terms or relative to domestic production of like or directly competitive goods, and under such conditions as to constitute a principal cause of serious injury, or threat of serious injury, to 15 domestic producers of like or directly competitive goods;

22. Le paragraphe 27(1) de la même loi est 5 modifié par adjonction, après l'alinéa a.6), de ce qui suit :

a.61) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.061), que les marchandises sont, en conséquence du fait 10 qu'elles bénéficient du tarif de la Colombie, importées en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes, et dans des condi- 15 tions telles que leur importation constitue une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace 20 d'un tel dommage;

R.S., c. 17
(2nd Supp.)

COMMERCIAL ARBITRATION ACT

LOI SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL

L.R., ch. 17
(2^e suppl.)

23. Subsection 5(4) of the *Commercial Arbitration Act* is amended by striking out “and” at the end of paragraph (b), by adding 20 “and” at the end of paragraph (c) and by adding the following after paragraph (c):

(d) a claim under Article 819 or 820 of the Agreement, as defined in section 2 of the *Canada–Colombia Free Trade Agreement* 25 *Implementation Act*.

23. Le paragraphe 5(4) de la *Loi sur l'arbitrage commercial* est modifié par ad- 20 jonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

d) les plaintes prévues aux articles 819 et 820 de l'Accord au sens de l'article 2 de la 25 *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie*.

R.S., c. C-50;
1990, c. 8, s. 21

CROWN LIABILITY AND PROCEEDINGS ACT

LOI SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'ÉTAT ET LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

L.R., ch. C-50;
1990, ch. 8,
art. 21

24. Part 2 of the schedule to the *Crown Liability and Proceedings Act* is amended by adding the following after section 3:

4. The Agreement on Labour Cooperation 30 between Canada and the Republic of Colombia, signed on November 21, 2008, as amended from time to time in accordance with Article 30 of that Agreement.

24. La partie 2 de l'annexe de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif* est modifiée par adjonction, 30 après l'article 3, de ce qui suit :

4. L'Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie, signé le 21 novembre 2008, y compris les modifications éventuelles apportées 35 en conformité avec son article 30.

R.S., c. 1
(2nd Supp.)

CUSTOMS ACT

LOI SUR LES DOUANES

L.R., ch. 1
(2^e suppl.)2009, c. 16,
s. 56(9)

25. (1) The definitions “free trade agreement” and “free trade partner” in subsection 2(1) of the *Customs Act* are replaced by the following:

25. (1) Les définitions de « accord de libre-échange » et « partenaire de libre-échange », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes*, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

2009, ch. 16,
par. 56(9)“free trade
agreement”
« accord de
libre-échange »

“free trade agreement” means NAFTA, CCFTA, CCRFTA, CEFTA, CIFTA, CPFTA or CCOFTA;

5 « accord de libre-échange » L’ALÉNA, l’ALÉCC, l’ALÉCCR, l’ALÉCA, l’ALÉCI, l’ALÉCP ou l’ALÉCCO.

« accord de libre-
échange »
“free trade
agreement”“free trade
partner”
« partenaire de
libre-échange »

“free trade partner” means

- (a) a NAFTA country,
- (b) Chile,
- (c) Costa Rica,
- (d) Israel or another CIFTA beneficiary,
- (e) an EFTA state,
- (f) Peru, or
- (g) Colombia;

« partenaire de libre-échange » Selon le cas :

- a) un pays ALÉNA;
- 10 b) le Chili;
- c) le Costa Rica;
- d) Israël ou autre bénéficiaire de l’ALÉCI;
- e) un État de l’AELÉ;
- f) le Pérou;
- 15 g) la Colombie.

« partenaire de
libre-échange »
10 “free trade
partner”

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

“CCOFTA”
« ALÉCCO »

“CCOFTA” has the same meaning as “Agreement” in section 2 of the *Canada–Colombia* 20

« ALÉCCO » S’entend de l’Accord au sens de 20 l’article 2 de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord de libre-échange Canada-Colombie*.

« ALÉCCO »
“CCOFTA”“Colombia”
« Colombie »

“Colombia” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*;

« Colombie » S’entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

« Colombie »
“Colombia”“preferential
tariff treatment
under CCOFTA”
« traitement
tarifaire
préférentiel de
l’ALÉCCO »

“preferential tariff treatment under CCOFTA” means, in respect of goods, entitlement to the 25 Colombia Tariff rates of customs duty under the *Customs Tariff*;

« traitement tarifaire préférentiel de l’ALÉC- 25 CO » Le bénéfice des taux de droits de douane du tarif de la Colombie au titre du *Tarif des douanes*.

« traitement
tarifaire
préférentiel de
l’ALÉCCO »
“preferential
tariff treatment
under CCOFTA”

(3) Subsection 2(1.2) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b):

(3) Le paragraphe 2(1.2) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa b), 30 de ce qui suit :

- (b.1) preferential tariff treatment under 30 CCOFTA;

- b.1) du traitement tarifaire préférentiel de l’ALÉCCO;

2009, c. 16, s. 32

26. Section 42.4 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

26. L’article 42.4 de la même loi et l’intertitre le précédant sont remplacés par 35 ce qui suit :

2009, ch. 16,
art. 32

*Denial or Withdrawal of Benefit of Preferential
Tariff Treatment under NAFTA, CCFTA,
CCRFTA, CPFTA or CCOFTA*

Definition of
"identical
goods"

42.4 (1) In this section, "identical goods" has the meaning assigned to that expression by Article 514 of NAFTA, Article E-14 of CCFTA, Article V.14 of CCRFTA, Article 423 of CPFTA or Article 423 of CCOFTA, as the case may be.

Denial or
withdrawal of
benefit—
NAFTA country,
Chile, Costa
Rica, Peru or
Colombia

(2) Notwithstanding section 24 of the *Customs Tariff*, the Minister may, subject to the prescribed conditions, deny or withdraw preferential tariff treatment under NAFTA, CCFTA, CCRFTA, CPFTA or CCOFTA in respect of 10 goods for which that treatment is claimed if the exporter or producer of the goods has made false representations that identical goods exported or produced by that exporter or producer and for which that treatment was claimed were 15 eligible for that treatment.

2009, c. 16,
s. 56(11)

27. Paragraph 43.1(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) in the case of goods exported from a NAFTA country, from Chile, from Costa 20 Rica, from an EFTA state, from Peru or from Colombia, any matter, other than those referred to in paragraphs (a) and (c), concerning those goods that is set out in paragraph 1 of Article 509 of NAFTA, in 25 paragraph 1 of Article E-09 of CCFTA, in paragraph 1 of Article V.9 or paragraph 10 of Article IX.2 of CCRFTA, in Article 28(2) of Annex C of CEFTA, in paragraph 1 of Article 419 of CPFTA or in paragraph 30 1 of Article 419 of CCOFTA, as the case may be; and

2009, c. 16,
s. 56(12)

28. Paragraph 74(1)(c.II) of the Act is replaced by the following:

(c.II) the goods were imported from Costa 35 Rica, from an EFTA state, from Israel or another CIFTA beneficiary, from Peru or from Colombia but no claim for preferential tariff treatment under CCRFTA, CEFTA, CIFTA, CPFTA or CCOFTA, as the case 40

*Refus ou retrait du traitement tarifaire
préférentiel de l'ALÉNA, de l'ALÉCC, de
l'ALÉCCR, de l'ALÉCP ou de l'ALÉCCO*

Définition de
« marchandises
identiques »

42.4 (1) Au présent article, « marchandises identiques » s'entend, selon le cas, au sens de l'article 514 de l'ALÉNA, à celui de l'article E-14 de l'ALÉCC ou à celui de l'article V.14 de 5 l'ALÉCCR ou de produits identiques au sens de l'article 423 de l'ALÉCP ou à celui de l'article 423 de l'ALÉCCO.

(2) Par dérogation à l'article 24 du *Tarif des douanes*, le ministre peut refuser ou retirer, sous 10 réserve des conditions réglementaires, le traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉNA, de l'ALÉCC, de l'ALÉCCR, de l'ALÉCP ou de l'ALÉCCO à des marchandises pour lesquelles ce traitement est demandé, dans le cas où 15 l'exportateur ou le producteur des marchandises a fait de fausses déclarations sur l'application de ce traitement à des marchandises identiques exportées ou produites par lui et pour lesquelles 20 avait été demandé ce traitement.

Refus ou retrait :
pays ALÉNA,
Chili, Costa
Rica, Pérou ou
Colombie

**27. L'alinéa 43.1(1)(b) de la même loi est 20
remplacé par ce qui suit :** 2009, ch. 16,
par. 56(11)

b) s'agissant de marchandises exportées d'un pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica, d'un État de l'AELÉ, du Pérou ou de la Colombie, sur des questions — autres que celles visées 25 aux alinéas a) et c) — portant sur l'application aux marchandises du paragraphe 1 de l'article 509 de l'ALÉNA, du paragraphe 1 de l'article E-09 de l'ALÉCC, du paragraphe 1 de l'article V.9 ou du paragraphe 10 de 30 l'article IX.2 de l'ALÉCCR, du paragraphe 28(2) de l'annexe C de l'ALÉCA, du paragraphe 1 de l'article 419 de l'ALÉCP ou du paragraphe 1 de l'article 419 de l'ALÉCCO, selon le cas; 35

**28. L'alinéa 74(1)(c.II) de la même loi est 2009, ch. 16,
remplacé par ce qui suit :** par. 56(12)

c.II) les marchandises ont été importées du Costa Rica, d'un État de l'AELÉ, d'Israël ou autre bénéficiaire de l'ALÉCI, du Pérou ou 40 de la Colombie, mais n'ont pas fait l'objet d'une demande visant l'obtention du traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉCCR, de l'ALÉCA, de l'ALÉCI, de l'ALÉCP ou de

may be, was made in respect of those goods at the time they were accounted for under subsection 32(1), (3) or (5);

29. Section 164 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.2):

(1.21) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations for the purpose of the uniform interpretation, application and administration of Chapter Four of CCOFTA and any other matters that may be agreed on from time to time by the parties to CCOFTA.

l'ALÉCCO, selon le cas, au moment de leur déclaration en détail en application des paragraphes 32(1), (3) ou (5);

29. L'article 164 de la même loi est modifié 5 par adjonction, après le paragraphe (1.2), de ce qui suit :

(1.21) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut prendre des règlements en vue de l'interprétation, de l'application et de l'exécution uniformes du chapitre quatre de l'ALÉCCO ou pour toute autre question dont peuvent convenir les parties à celui-ci.

Regulations —
CCOFTA

Règlements :
ALÉCCO

1997, c. 36

CUSTOMS TARIFF

TARIF DES DOUANES

1997, ch. 36

30. Subsection 2(1) of the *Customs Tariff* is amended by adding the following in alphabetical order:

“Canada–Colombia Free Trade Agreement” has the same meaning as “Agreement” in section 2 of the *Canada–Colombia Free Trade Agreement Implementation Act*.

“Canada–
Colombia Free
Trade
Agreement”
«*Accord de
libre-échange
Canada-
Colombie*»

30. Le paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

«*Accord de libre-échange Canada-Colombie*» S'entend de l'Accord au sens de l'article 2 de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie*.

«*Accord de
libre-échange
Canada-
Colombie*»
“*Canada
Colombia Free
Trade
Agreement*”

“Colombia”
«*Colombie*»

“Colombia” means the land territory, both continental and insular, the air space and the maritime areas over which the Republic of Colombia exercises sovereignty, or sovereign rights or jurisdiction, in accordance with its domestic law and international law.

«*Colombie*» Le territoire terrestre, tant continental qu'insulaire, l'espace aérien et les zones maritimes sur lesquelles la République de Colombie exerce sa souveraineté ou a des droits souverains ou a juridiction conformément à sa législation interne et au droit international.

«*Colombie*»
“*Colombia*”

2009, c. 16,
s. 56(14)

31. Section 5 of the Act is replaced by the following:

5. For the purposes of this Act, goods are imported from a NAFTA country, Chile, Costa Rica, Iceland, Norway, Switzerland, Liechtenstein, Peru or Colombia if they are shipped directly to Canada from that country.

Goods imported
from a NAFTA
country, Chile,
Costa Rica, an
EFTA state, Peru
or Colombia

31. L'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

5. Pour l'application de la présente loi, les marchandises qui sont expédiées directement au Canada à partir d'un pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica, de l'Islande, de la Norvège, de la Suisse, du Liechtenstein, du Pérou ou de la Colombie sont des marchandises importées du pays en cause.

2009, ch. 16,
par. 56(14)

Marchandises
importées d'un
pays ALÉNA,
du Chili, du
Costa Rica, d'un
État de l'AELE,
du Pérou ou de
la Colombie

2009, c. 16, s. 38
and subpar.
56(16)(b)(i)

32. Paragraph 14(2)(c) of the Act is replaced by the following:

(c) by way of compensation for any action taken under subsection 55(1), section 60 or subsection 63(1), 69(2), 70(2), 71(2), 71.01(1), 71.1(2), 71.5(1), 72(1), 75(1),

32. L'alinéa 14(2)(c) de la même loi est 35 remplacé par ce qui suit :

c) en compensation de toute mesure prise au titre du paragraphe 55(1), de l'article 60 ou des paragraphes 63(1), 69(2), 70(2), 71(2), 71.01(1), 71.1(2), 71.5(1), 72(1), 75(1), 76(1) 40

2009, ch. 16,
art. 38 et sous-al.
56(16)(b)(i)

76(1) or 76.1(1) or under subsection 5(3), (3.2) or (4.1) of the *Export and Import Permits Act*.

ou 76.1(1) ou en vertu des paragraphes 5(3), (3.2) ou (4.1) de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*.

2009, c. 16, s. 39

33. Paragraph 24(1)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) the goods are entitled to that tariff treatment in accordance with regulations made under section 16 or an order made under paragraph 31(1)(a), 34(1)(a), 38(1)(a) or 42(1)(a), subsection 45(13), section 48 or 10 subsection 49(2), 49.01(8) or 49.5(8).

33. L'alinéa 24(1)(b) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit :

b) elles bénéficient du traitement tarifaire accordé en conformité avec les règlements pris en vertu de l'article 16, ou avec les décrets ou arrêtés pris en vertu des alinéas 31(1)(a), 34(1)(a), 38(1)(a) ou 42(1)(a), du 10 paragraphe 45(13), de l'article 48 ou des paragraphes 49(2), 49.01(8) ou 49.5(8).

2009, ch. 16, art. 39

2009, c. 16, s. 56(15)

34. Section 27 of the Act is replaced by the following:

27. For the purposes of the List of Tariff Provisions and the "F" Staging List, the 15 abbreviations "UST", "MT", "MUST", "CT", "CRT", "CIAT", "GPT", "LDCT", "CCCT", "AUT", "NZT", "IT", "NT", "SLT", "PT" and "COLT" refer, respectively, to "United States Tariff", "Mexico Tariff", "Mexico-United 20 States Tariff", "Chile Tariff", "Costa Rica Tariff", "Canada-Israel Agreement Tariff", "General Preferential Tariff", "Least Developed Country Tariff", "Commonwealth Caribbean Countries Tariff", "Australia Tariff", "New 25 Zealand Tariff", "Iceland Tariff", "Norway Tariff", "Switzerland-Liechtenstein Tariff", "Peru Tariff" and "Colombia Tariff".

34. L'article 27 de la même loi est rem- placé par ce qui suit :

27. Pour l'application de la liste des dispo- 15 Abréviations sitions tarifaires et du tableau des échelon- nements, les abréviations « TÉU », « TM », « TMÉU », « TC », « TCR », « TACI », « TPG », « TPMD », « TPAC », « TAU », « TNZ », « TI », « TN », « TSL », « TP » et 20 « TCOL » désignent respectivement « Tarif des États-Unis », « Tarif du Mexique », « Tarif Mexique — États-Unis », « Tarif du Chili », « Tarif du Costa Rica », « Tarif de l'accord Canada-Israel », « Tarif de préférence géné- 25 ral », « Tarif des pays les moins développés », « Tarif des pays antillais du Commonwealth », « Tarif de l'Australie », « Tarif de la Nouvelle-Zélande », « Tarif de l'Islande », « Tarif de la Norvège », « Tarif de Suisse-Liechtenstein », 30 « Tarif du Pérou » et « Tarif de la Colombie ».

2009, ch. 16, par. 56(15)

35. The Act is amended by adding the following after section 49:

Colombia Tariff

49.01 (1) Subject to section 24, goods that originate in Colombia are entitled to the Colombia Tariff rates of customs duty.

(2) If "A" is set out in the column entitled "Preferential Tariff" in the List of Tariff 35 Provisions following the abbreviation "COLT" in relation to goods entitled to the Colombia Tariff, the Colombia Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the final rate of "Free".

35. La même loi est modifiée par adjonc- 30 tion, après l'article 49, de ce qui suit :

Tarif de la Colombie

49.01 (1) Sous réserve de l'article 24, les 35 marchandises originaires de la Colombie béné- ficient des taux du tarif de la Colombie.

(2) Dans les cas où « A » figure dans la 40 colonne « Tarif de préférence » de la liste des dispositions tarifaires après l'abréviation « TCOL » pour des marchandises qui bénéfi- cient du tarif de la Colombie, le taux final, la franchise en douane, s'applique.

Application of COLT

Application du TCOL

"A" final rate

Taux final « A » pour le TCOL

“F” staging for
COLT

(3) If “F” is set out in the column entitled “Preferential Tariff” in the List of Tariff Provisions following the abbreviation “COLT” in relation to goods entitled to the Colombia Tariff, the Colombia Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced as provided in the “F” Staging List.

(3) Dans les cas où « F » figure dans la colonne « Tarif de préférence » de la liste des dispositions tarifaires après l’abréviation « TCOL » pour des marchandises qui bénéficient du tarif de la Colombie, le taux initial s’applique, réduit par étapes selon le tableau des échelonnements.

Échelonnement
« F » pour le
TCOL

Staging for
COLT

(4) If “S1”, “S2” or “S3” is set out in the column entitled “Preferential Tariff” in the List of Tariff Provisions following the abbreviation “COLT” in relation to goods entitled to the Colombia Tariff, the Colombia Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced

(4) Dans les cas où « S1 », « S2 » ou « S3 » figure dans la colonne « Tarif de préférence » de la liste des dispositions tarifaires après l’abréviation « TCOL » pour des marchandises qui bénéficient du tarif de la Colombie, le taux initial s’applique, réduit par étapes de la façon suivante :

Échelonnements
pour le TCOL

(a) if “S1” is set out,

a) dans le cas de « S1 » :

15

(i) effective on the coming into force of this subsection, to two thirds of the initial rate,

(i) à compter de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux deux tiers du taux initial,

(ii) effective on January 1 of the year that is one year after the year of the coming into force of this subsection, to one third of the initial rate, and

(ii) à compter du 1^{er} janvier de l’année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, au tiers du taux initial,

(iii) effective on January 1 of the year that is two years after the year of the coming into force of this subsection, to the final rate of “Free”;

(iii) à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane;

25

(b) if “S2” is set out,

b) dans le cas de « S2 » :

(i) effective on the coming into force of this subsection, to six sevenths of the initial rate,

(i) à compter de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux six septièmes du taux initial,

30

(ii) effective on January 1 of the year that is one year after the year of the coming into force of this subsection, to five sevenths of the initial rate,

(ii) à compter du 1^{er} janvier de l’année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux cinq septièmes du taux initial,

(iii) effective on January 1 of the year that is two years after the year of the coming into force of this subsection, to four sevenths of the initial rate,

(iii) à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quatre septièmes du taux initial,

35

(iv) effective on January 1 of the year that is three years after the year of the coming into force of this subsection, to three sevenths of the initial rate,

(iv) à compter du 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux trois septièmes du taux initial,

40

(v) à compter du 1^{er} janvier de la quatrième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux deux septièmes du taux initial,

45

- (v) effective on January 1 of the year that is four years after the year of the coming into force of this subsection, to two sevenths of the initial rate,
- (vi) effective on January 1 of the year that is five years after the year of the coming into force of this subsection, to one seventh of the initial rate, and 5
- (vii) effective on January 1 of the year that is six years after the year of the coming into force of this subsection, to the final rate of “Free”; and 10
- (c) if “S3” is set out,
- (i) effective on the coming into force of this subsection, to sixteen seventeenths of the initial rate, 15
- (ii) effective on January 1 of the year that is one year after the year of the coming into force of this subsection, to fifteen seventeenths of the initial rate, 20
- (iii) effective on January 1 of the year that is two years after the year of the coming into force of this subsection, to fourteen seventeenths of the initial rate,
- (iv) effective on January 1 of the year that is three years after the year of the coming into force of this subsection, to thirteen seventeenths of the initial rate, 25
- (v) effective on January 1 of the year that is four years after the year of the coming into force of this subsection, to twelve seventeenths of the initial rate, 30
- (vi) effective on January 1 of the year that is five years after the year of the coming into force of this subsection, to eleven seventeenths of the initial rate, 35
- (vii) effective on January 1 of the year that is six years after the year of the coming into force of this subsection, to ten seventeenths of the initial rate, 40
- (viii) effective on January 1 of the year that is seven years after the year of the coming into force of this subsection, to nine seventeenths of the initial rate,
- (vi) à compter du 1^{er} janvier de la cinquième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, au septième du taux initial,
- (vii) à compter du 1^{er} janvier de la sixième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane; 5
- c) dans le cas de « S3 » :
- (i) à compter de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux seize dix-septièmes du taux initial, 10
- (ii) à compter du 1^{er} janvier de l’année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quinze dix-septièmes du taux initial, 15
- (iii) à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quatorze dix-septièmes du taux initial, 20
- (iv) à compter du 1^{er} janvier de la troisième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux treize dix-septièmes du taux initial,
- (v) à compter du 1^{er} janvier de la quatrième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux douze dix-septièmes du taux initial, 25
- (vi) à compter du 1^{er} janvier de la cinquième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux onze dix-septièmes du taux initial,
- (vii) à compter du 1^{er} janvier de la sixième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux dix dix-septièmes du taux initial, 35
- (viii) à compter du 1^{er} janvier de la septième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux neuf dix-septièmes du taux initial, 40
- (ix) à compter du 1^{er} janvier de la huitième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux huit dix-septièmes du taux initial,

(ix) effective on January 1 of the year that is eight years after the year of the coming into force of this subsection, to eight seventeenths of the initial rate,

(x) effective on January 1 of the year that is nine years after the year of the coming into force of this subsection, to seven seventeenths of the initial rate,

(xi) effective on January 1 of the year that is 10 years after the year of the coming into force of this subsection, to six seventeenths of the initial rate,

(xii) effective on January 1 of the year that is 11 years after the year of the coming into force of this subsection, to five seventeenths of the initial rate,

(xiii) effective on January 1 of the year that is 12 years after the year of the coming into force of this subsection, to four seventeenths of the initial rate,

(xiv) effective on January 1 of the year that is 13 years after the year of the coming into force of this subsection, to three seventeenths of the initial rate,

(xv) effective on January 1 of the year that is 14 years after the year of the coming into force of this subsection, to two seventeenths of the initial rate,

(xvi) effective on January 1 of the year that is 15 years after the year of the coming into force of this subsection, to one seventeenth of the initial rate, and

(xvii) effective on January 1 of the year that is 16 years after the year of the coming into force of this subsection, to the final rate of “Free”.

(x) à compter du 1^{er} janvier de la neuvième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux sept dix-septièmes du taux initial,

(xi) à compter du 1^{er} janvier de la dixième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux six dix-septièmes du taux initial,

(xii) à compter du 1^{er} janvier de la onzième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux cinq dix-septièmes du taux initial,

(xiii) à compter du 1^{er} janvier de la douzième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quatre dix-septièmes du taux initial,

(xiv) à compter du 1^{er} janvier de la treizième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux trois dix-septièmes du taux initial,

(xv) à compter du 1^{er} janvier de la quatorzième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, aux deux dix-septièmes du taux initial,

(xvi) à compter du 1^{er} janvier de la quinzième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, au dix-septième du taux initial,

(xvii) à compter du 1^{er} janvier de la seizième année suivant celle de l’entrée en vigueur du présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane.

Rounding of specific rates

(5) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a specific rate of customs duty that includes a fraction of one tenth of a cent, the rate shall be rounded down to the nearest one tenth of a cent.

(5) Dans le cas où le taux spécifique réduit en application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un dixième de cent, il est arrondi au dixième de cent inférieur.

Arrondissement des taux spécifiques

Rounding of amounts

(6) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that includes a fraction of one per cent other than 0.5, the

(6) Dans le cas où le taux réduit en application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un pour cent autre que 0,5, il est arrondi au multiple de 0,5 pour cent inférieur.

Arrondissement : fraction autre que 0,5

resulting percentage shall be rounded down to the nearest percentage that divides evenly by 0.5.

Elimination of rates of less than two per cent

(7) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that is a percentage of less than two per cent, the rate shall be further reduced to “Free” immediately.

(7) Dans le cas où le taux réduit en application des paragraphes (3) ou (4) est inférieur à deux pour cent, la franchise en douane s’applique immédiatement.

Suppression des taux inférieurs à deux pour cent

Extension of Colombia Tariff

(8) Notwithstanding any other provision of this Act, for the purposes of giving effect to Article 317 of the Canada–Colombia Free Trade Agreement, the Minister may, by order, amend the schedule to extend entitlement to the Colombia Tariff to any imported goods subject to any condition that may be specified in the order.

(8) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, le ministre peut, par arrêté pris pour donner effet à l’article 317 de l’Accord de libre-échange Canada-Colombie, modifier l’annexe pour accorder, aux conditions qu’il détermine, le bénéfice du tarif de la Colombie à des marchandises importées.

5 Octroi du tarif de la Colombie

2009, c. 16, s. 43

36. The definition “principal cause” in section 54 of the Act is replaced by the following:

36. La définition de « cause principale », à l’article 54 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

2009, ch. 16, art. 43

“principal cause”
« cause principale »

“principal cause”, in respect of goods imported from Peru or Colombia, means an important cause that is no less important than any other cause.

« cause principale » À l’égard de marchandises importées du Pérou ou de la Colombie, toute cause sérieuse dont l’importance est égale ou supérieure à celle des autres causes.

15 « cause principale »
“principal cause”

2009, c. 16, s. 44

37. Section 59.1 of the Act is replaced by the following:

37. L’article 59.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2009, ch. 16, art. 44

Peru and Colombia emergency measures

59.1 An order made under subsection 55(1) may exclude goods of any kind imported from Peru or Colombia if it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on the basis of a report under section 20 or 29 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that the quantity of those goods being imported is not a principal cause of serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

59.1 Le décret visé au paragraphe 55(1) peut exclure des marchandises de toute nature importées du Pérou ou de la Colombie lorsque le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement du rapport prévu aux articles 20 ou 29 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que la quantité de ces marchandises ayant été importées ne constitue pas une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d’un tel dommage.

Mesures d’urgence : Pérou ou Colombie

2009, c. 16, s. 45(2)

38. Subsection 63(4.1) of the Act is replaced by the following:

38. Le paragraphe 63(4.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2009, ch. 16, par. 45(2)

Exception for goods imported from Peru or Colombia

(4.1) An order under subsection (1) may exclude goods of any kind imported from Peru or Colombia if it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on the basis of a report under the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that the quantity of those goods being

(4.1) Le décret visé au paragraphe (1) peut exclure des marchandises de toute nature importées du Pérou ou de la Colombie lorsque le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d’un rapport fait en vertu de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, que la quantité de ces marchandises ayant été importées ne constitue pas une cause

35 Surtaxe sur les importations du Pérou ou de la Colombie

imported is not a principal cause of serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

39. The Act is amended by adding the following after section 71:

Bilateral Emergency Measures — Colombia

71.01 (1) Subject to subsections (2) to (4), if at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under subsection 19.0121(2) of the *Canadian International Trade Tribunal Act* or further to a complaint filed under subsection 23(1.061) of that Act, that goods that are entitled to the Colombia Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities, in absolute terms or relative to the domestic production of like or directly competitive goods, and under such conditions as to constitute a principal cause of serious injury, or a threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order

(a) suspend, during the period that the order is in effect, any reduction of the rate of customs duty with respect to those goods that would otherwise be made after that time by virtue of section 49.01; and

(b) make those goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in this Act or in any other Act of Parliament relating to customs, at a rate set out in the order, but that rate, when added to the rate of customs duty specified in the Colombia Tariff that is in effect in respect of those goods at that time, may not exceed the lesser of

(i) the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty that is in effect in respect of those goods at the time the order is made, and

(ii) the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty that was in effect in respect of those goods on January 1, 2007.

principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage.

39. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 71, de ce qui suit :

Mesures d'urgence bilatérales : Colombie

71.01 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d'une enquête menée par le Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du paragraphe 19.0121(2) de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* ou par suite d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.061) de cette loi, que des marchandises sont, du fait qu'elles bénéficient du tarif de la Colombie, importées en quantité tellement accrue, en termes absolus ou par rapport à la production nationale de marchandises similaires ou directement concurrentes, et dans des conditions telles que leur importation constitue une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il peut, sur recommandation du ministre, par décret :

a) suspendre, pendant la période de validité du décret, toute réduction du taux qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises au titre de l'article 49.01; 30

b) assujettir ces marchandises à un droit temporaire, en plus des autres droits prévus par la présente loi ou par toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée applicable à leur égard le 1^{er} janvier 2007, ou, s'il est inférieur, celui qui l'est à la date de la prise du décret.

Order by
Governor in
Council

Décret de
mesures
temporaires

Terms and conditions

(2) An order under subsection (1) (a) may not be made more than once in respect of goods of any particular kind; (b) may only remain in effect for the period, not exceeding three years, that is specified in the order; and (c) may only be made during the period beginning on the day on which this subsection comes into force and ending

(i) if the order is in respect of goods for which the Colombia Tariff rate of customs duty is reduced to the final rate of “Free” over a period of less than 10 years, on the day that is 10 years after the day on which this subsection comes into force, and

(ii) if the order is in respect of goods for which the Colombia Tariff rate of customs duty is reduced to the final rate of “Free” over a period of 10 years or more, on the day after the expiry of the tariff staging period in respect of those goods.

(2) Le décret ne peut :

a) être pris plus d’une fois à l’égard des marchandises d’une nature donnée;

b) demeurer en vigueur que pendant la période — d’au plus trois ans — qui y est spécifiée;

c) être pris qu’au cours de la période commençant à la date d’entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant :

(i) s’il a trait à des marchandises pour lesquelles le taux initial du tarif de la Colombie est réduit au taux final, la franchise en douane, sur une période de moins de dix ans, à la date du dixième anniversaire de l’entrée en vigueur du présent paragraphe,

(ii) s’il a trait à des marchandises pour lesquelles le taux initial du tarif de la Colombie est réduit au taux final, la franchise en douane, sur une période de dix ans ou plus, à la date suivant celle où se termine l’échelonnement tarifaire prévu à l’égard de ces marchandises.

Modalités

Rate of duty when order ceases to have effect

(3) If an order made under subsection (1) ceases to have effect in a particular calendar year, the rate of customs duty applicable to the goods after the order ceases to have effect is the rate of customs duty that is applicable in accordance with section 49.01.

(3) À la cessation d’effet du décret pris en vertu du paragraphe (1), le taux applicable aux marchandises est celui applicable en conformité avec l’article 49.01.

Taux à la cessation d’effet

Definition of “principal cause”

(4) In this section, “principal cause” means, in respect of a serious injury or threat of serious injury, an important cause that is not less important than any other cause of the serious injury or threat.

(4) Au présent article, « cause principale » s’entend de toute cause sérieuse dont l’importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d’un tel dommage.

Définition de « cause principale »

2009, c. 16, s. 47 and subpar. 56(16)(b)(ii)

40. Section 79 of the Act is replaced by the following:

40. L’article 79 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

2009, ch. 16, art. 47 et sous-al. 56(16)(b)(ii)

Goods in transit

79. An order made under subsection 53(2) or 55(1), section 60 or subsection 63(1), 69(2), 70(2), 71.01(1), 71.1(2), 71.5(1), 72(1), 75(1), 76(1) or 76.1(1) may provide that goods that are in transit to Canada at the time the order comes into force are entitled to the tariff treatment that was applicable to those goods immediately before that time.

79. Il peut être prévu, dans un décret pris en vertu des paragraphes 53(2) ou 55(1), de l’article 60 ou des paragraphes 63(1), 69(2), 70(2), 71.01(1), 71.1(2), 71.5(1), 72(1), 75(1), 76(1) ou 76.1(1), que les marchandises en transit à la date d’entrée en vigueur du décret bénéficient du traitement tarifaire applicable avant cette date.

Marchandises en transit

2009, c. 16,
s. 56(17)

41. Paragraphs 133(j) and (j.1) of the Act are replaced by the following:

(j) for the purpose of tariff item No. 9971.00.00, prescribing conditions under which goods that have been exported to a NAFTA country, Chile, Costa Rica, Israel or another CIFTA beneficiary, Iceland, Norway, Switzerland, Liechtenstein, Peru or Colombia for repair or alteration may be imported;

(j.1) for the purpose of tariff item No. 9992.00.00, prescribing conditions under which goods that have been exported to a NAFTA country, Chile, Costa Rica, Israel or another CIFTA beneficiary, Peru or Colombia for repair or alteration may be imported;

42. (1) The List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by

(a) adding in the column “Preferential Tariff / Initial Rate”, above the reference to “GPT”, a reference to “COLT:”;

(b) adding in the column “Preferential Tariff / Final Rate”, above the reference to “GPT”, a reference to “COLT:”;

(c) adding in the column “Preferential Tariff / Initial Rate” a reference to “Free” after the abbreviation “COLT”, and adding in the column “Preferential Tariff / Final Rate” a reference to “Free (A)” after the abbreviation “COLT”, for all tariff items except those set out in each of Schedules 1 and 2 to this Act;

(d) adding in the columns “Preferential Tariff / Initial Rate” and “Preferential Tariff / Final Rate” a reference to “N/A” after the abbreviation “COLT” for tariff items set out in Schedule 1 to this Act; and

(e) adding in the columns “Preferential Tariff / Initial Rate” and “Preferential Tariff / Final Rate” after the abbreviation “COLT”, for each tariff item set out in Schedule 2 to this Act, the rates of duty and staging categories set out with respect to that tariff item in that Schedule.

41. Les alinéas 133j) et j.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

j) pour l’application du n° tarifaire 9971.00.00, fixer les conditions de l’importation des marchandises qui ont été exportées vers un pays ALÉNA, le Chili, le Costa Rica, Israël ou autre bénéficiaire de l’ALÉCI, l’Islande, la Norvège, la Suisse, le Liechtenstein, le Pérou ou la Colombie pour réparation ou modification;

j.1) pour l’application du n° tarifaire 9992.00.00, fixer les conditions de l’importation des marchandises qui ont été exportées vers un pays ALÉNA, le Chili, le Costa Rica, Israël ou autre bénéficiaire de l’ALÉCI, le Pérou ou la Colombie pour réparation ou modification;

42. (1) La liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée :

a) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux initial », au-dessus de la mention « TPG », de la mention « TCOL : »;

b) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », au-dessus de la mention « TPG », de la mention « TCOL : »;

c) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux initial », de la mention « En fr. » après l’abréviation « TCOL » et par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (A) » après l’abréviation « TCOL », en regard de tous les numéros tarifaires à l’exception de ceux figurant aux annexes 1 ou 2 de la présente loi;

d) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « S/O » après l’abréviation « TCOL » en regard des numéros tarifaires figurant à l’annexe 1 de la présente loi;

e) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », après l’abréviation « TCOL », en regard des numéros

2009, ch. 16,
par. 56(17)

(2) The Description of Goods of tariff item No. 9929.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference to “imported from the United States, Mexico, Chile, Costa Rica or Peru” with a reference to “imported from the United States, Mexico, Chile, Costa Rica, Peru or Colombia”.

(3) The Description of Goods of tariff item No. 9971.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by replacing the reference beginning with “All the foregoing,” and ending with “in that country.” with a reference to “All the foregoing, regardless of the country of origin or tariff treatment, returned to Canada after having been exported to the United States, Mexico, Chile, Costa Rica, Israel or another CIFTA beneficiary, Iceland, Norway, Switzerland, Liechtenstein, Peru or Colombia for repair or alteration in that country.”

(4) The Description of Goods of tariff item No. 9990.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by

(a) replacing the reference to “Commercial samples imported from the United States, Mexico, Chile, Costa Rica or Peru” with a reference to “Commercial samples imported from the United States, Mexico, Chile, Costa Rica, Peru or Colombia”; and

(b) replacing, in paragraph (i), the reference to “in Canadian, Chilean, Mexican, Costa Rican or Peruvian currency” with a reference to “in Canadian, Chilean, Mexican, Costa Rican, Peruvian or Colombian currency”.

(5) The Description of Goods of tariff item No. 9992.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended

tarifaires figurant à l’annexe 2 de la présente loi, des taux de droits de douane et des catégories d’échelonnements correspondants qui y sont prévus.

(2) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9929.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par remplacement de « importés des États-Unis, du Mexique, du Chili, du Costa Rica ou du Pérou » par « importés des États-Unis, du Mexique, du Chili, du Costa Rica, du Pérou ou de la Colombie ».

(3) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9971.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée par remplacement du passage commençant par « Tout ce qui précède, » et se terminant par « dans ce pays. » par le passage « Tout ce qui précède, quel que soit le pays d’origine ou le traitement tarifaire qui y est applicable, et qui est réadmis au Canada après avoir été exporté aux États-Unis, au Mexique, au Chili, au Costa Rica, en Israël ou autre bénéficiaire de l’ALÉCI, en Islande, en Norvège, en Suisse, au Liechtenstein, au Pérou ou en Colombie pour être réparé ou modifié dans ce pays. ».

(4) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9990.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi est modifiée :

a) par remplacement de « Échantillons commerciaux importés des États-Unis, du Mexique, du Chili, du Costa Rica ou du Pérou » par « Échantillons commerciaux importés des États-Unis, du Mexique, du Chili, du Costa Rica, du Pérou ou de la Colombie »;

b) par remplacement, dans l’alinéa (i), de « en monnaie canadienne, chilienne, mexicaine, costaricaine ou péruvienne » par « en monnaie canadienne, chilienne, mexicaine, costaricaine, péruvienne ou colombienne ».

(5) La Dénomination des marchandises du n° tarifaire 9992.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe de la même loi

by replacing the reference to “exported to the United States, Mexico, Chile, Costa Rica, Israel or another CIFTA beneficiary or Peru for repair or alteration” with a reference to “exported to the United States, Mexico, Chile, Costa Rica, Israel or another CIFTA beneficiary, Peru or Colombia for repair or alteration”.

est modifiée par remplacement de « exportées aux États-Unis, au Mexique, au Chili, au Costa Rica, en Israël ou autre bénéficiaire de l’ALÉCI ou au Pérou pour être réparées ou modifiées » par « exportées aux États-Unis, au Mexique, au Chili, au Costa Rica, en Israël ou autre bénéficiaire de l’ALÉCI, au Pérou ou en Colombie pour être réparées ou modifiées ».

2005, c. 34

DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES AND SKILLS DEVELOPMENT ACT

LOI SUR LE MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

2005, ch. 34

43. The schedule to the *Department of Human Resources and Skills Development Act* is amended by adding the following after section 1:

43. L’annexe de la *Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences* est modifiée par adjonction, après l’article 1, de ce qui suit :

2. The Agreement on Labour Cooperation between Canada and the Republic of Colombia, signed on November 21, 2008, as amended from time to time in accordance with Article 30 of that Agreement.

2. L’Accord de coopération dans le domaine du travail entre le Canada et la République de Colombie, signé le 21 novembre 2008, y compris les modifications éventuelles apportées en conformité avec son article 30.

R.S., c. E-19

EXPORT AND IMPORT PERMITS ACT

LOI SUR LES LICENCES D’EXPORTATION ET D’IMPORTATION

L.R., ch. E-19

44. Subsection 2(1) of the *Export and Import Permits Act* is amended by adding the following in alphabetical order:

44. Le paragraphe 2(1) de la *Loi sur les licences d’exportation et d’importation* est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

“Colombia”
« Colombie »

“Colombia” has the same meaning as in subsection 2(1) of the *Customs Tariff*;

« Colombie » S’entend au sens du paragraphe 2(1) du *Tarif des douanes*.

« Colombie »
“Colombia”

2009, c. 16, s. 53

45. The definition “principal cause” in subsection 4.2(1) of the Act is replaced by the following:

45. La définition de « cause principale », au paragraphe 4.2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

“principal cause”
« cause principale »

“principal cause”, in respect of goods imported from Peru or Colombia, means an important cause that is no less important than any other cause;

« cause principale » À l’égard de marchandises importées du Pérou ou de la Colombie, toute cause sérieuse dont l’importance est égale ou supérieure à celle des autres causes.

2009, ch. 16, art. 53

« cause principale »
“principal cause”

2009, c. 16, s. 54

46. Subsection 5(3.4) of the Act is replaced by the following:

46. Le paragraphe 5(3.4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exception for goods imported from Peru or Colombia

(3.4) An order made under subsection (3) or (3.2) may exclude goods of any kind imported from Peru or Colombia if it appears to the satisfaction of the Governor in Council, on the basis of a report under the *Canadian International Trade Tribunal Act*, that the quantity of

(3.4) Le décret pris en vertu des paragraphes (3) ou (3.2) peut exclure des marchandises de toute nature importées du Pérou ou de la Colombie lorsque le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d’un rapport en vertu de la *Loi sur le Tribunal canadien du*

2009, ch. 16, art. 54

Exception : marchandises importées du Pérou ou de la Colombie

those goods being imported is not a principal cause of serious injury or threat of serious injury to domestic producers of like or directly competitive goods.

commerce extérieur, que la quantité de ces marchandises ayant été importées ne constitue pas une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage.

R.S., c.F-11

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES
PUBLIQUES

L.R., ch. F-11

47. The *Financial Administration Act* is amended by adding the following after section 89.4:

47. La *Loi sur la gestion des finances publiques* est modifiée par adjonction, après l'article 89.4, de ce qui suit :

Implementation of Canada–Colombia Free Trade Agreement

Mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie

Directive

89.41 (1) Notwithstanding subsections 85(1) to (1.2), the Governor in Council may give a directive under subsection 89(1) to any parent Crown corporation for the purpose of implementing any provision of the Canada–Colombia Free Trade Agreement that pertains to that Crown corporation.

89.41 (1) Malgré les paragraphes 85(1) à 10 (1.2), le gouverneur en conseil peut, dans le cadre du paragraphe 89(1), donner à une société d'État mère des instructions destinées à la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie qui la concernent. 15

Regulations

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board and the appropriate Minister made at the request of a Crown corporation, make any regulations in relation to that corporation that the Governor in Council considers necessary for the purpose of implementing any provision of the Canada–Colombia Free Trade Agreement that pertains to that corporation.

(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor et du ministre de tutelle faite à la demande d'une société d'État, prendre au sujet de celle-ci les règlements qu'il estime nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie qui la concernent.

Règlements

Definition of
"Canada–
Colombia Free
Trade
Agreement"

(3) In subsections (1) and (2), "Canada–Colombia Free Trade Agreement" has the same meaning as "Agreement" in section 2 of the *Canada–Colombia Free Trade Agreement Implementation Act*.

(3) Aux paragraphes (1) et (2), « Accord de libre-échange Canada-Colombie » s'entend de l'Accord au sens de l'article 2 de la *Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie*.

Définition de
« Accord de
libre-échange
Canada-
Colombie »

PART 3

PARTIE 3

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Order in council

48. (1) The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

48. (1) Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Décret

Condition

(2) No order may be made under subsection (1) unless the Government of the Republic of Colombia has taken satisfactory steps to implement the Agreement and the related agreements, including providing the Govern-

(2) Le gouverneur en conseil ne prend de décret en vertu du paragraphe (1) que s'il est convaincu que le gouvernement de la République de Colombie a pris les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de l'Accord et des accords connexes, notamment la

Réserve

ment of Canada with written notification pursuant to Article 3 of the Agreement Concerning Annual Reports on Human Rights and Free Trade Between Canada and the Republic of Colombia and accepting written notification from the Government of Canada pursuant to Article 3 of that Agreement.

communication au gouvernement du Canada de l'avis écrit prévu à l'article 3 de l'Accord concernant des rapports annuels sur les droits de l'homme et le libre-échange entre le Canada et la République de Colombie et l'acceptation de l'avis écrit donné par le gouvernement du Canada en application de l'article 3 de cet accord.

SCHEDULE 1
(Subsection 42(1))

0105.11.22	0406.90.52	1901.90.52
0105.94.92	0406.90.62	1901.90.54
0105.99.12	0406.90.72	2105.00.92
0207.11.92	0406.90.82	2106.90.32
0207.12.92	0406.90.92	2106.90.34
0207.13.92	0406.90.94	2106.90.52
0207.13.93	0406.90.96	2106.90.94
0207.14.22	0406.90.99	2202.90.43
0207.14.92	0407.00.12	2309.90.32
0207.14.93	0407.00.19	3502.11.20
0207.24.12	0408.11.20	3502.19.20
0207.24.92	0408.19.20	3504.00.11
0207.25.12	0408.91.20	3504.00.12
0207.25.92	0408.99.20	3504.00.90
0207.26.20	1517.10.20	9801.20.00
0207.26.30	1517.90.22	9826.10.00
0207.27.12	1601.00.22	9826.20.00
0207.27.92	1601.00.32	9826.30.00
0207.27.93	1602.20.22	9826.40.00
0209.00.22	1602.20.32	9897.00.00
0209.00.24	1602.31.13	9898.00.00
0210.99.12	1602.31.14	9899.00.00
0210.99.13	1602.31.94	9904.00.00
0210.99.15	1602.31.95	9938.00.00
0210.99.16	1602.32.13	9987.00.00
0401.10.20	1602.32.14	
0401.20.20	1602.32.94	
0401.30.20	1602.32.95	
0402.10.20	1701.91.10	
0402.21.12	1701.91.90	
0402.21.22	1701.99.10	
0402.29.12	1702.90.11	
0402.29.22	1702.90.12	
0402.91.20	1702.90.13	
0402.99.20	1702.90.14	
0403.10.20	1702.90.15	
0403.90.12	1702.90.16	
0403.90.92	1702.90.17	
0404.10.22	1702.90.18	
0404.90.20	1702.90.21	
0405.10.20	1702.90.29	
0405.20.20	1702.90.61	
0405.90.20	1702.90.69	
0406.10.20	1702.90.70	
0406.20.12	1702.90.81	
0406.20.92	1702.90.89	
0406.30.20	1806.20.22	
0406.40.20	1806.90.12	
0406.90.12	1901.20.12	
0406.90.22	1901.20.22	
0406.90.32	1901.90.32	
0406.90.42	1901.90.34	

ANNEXE 1
(paragraphe 42(1))

0105.11.22	0406.90.52	1901.90.52
0105.94.92	0406.90.62	1901.90.54
0105.99.12	0406.90.72	2105.00.92
0207.11.92	0406.90.82	2106.90.32
0207.12.92	0406.90.92	2106.90.34
0207.13.92	0406.90.94	2106.90.52
0207.13.93	0406.90.96	2106.90.94
0207.14.22	0406.90.99	2202.90.43
0207.14.92	0407.00.12	2309.90.32
0207.14.93	0407.00.19	3502.11.20
0207.24.12	0408.11.20	3502.19.20
0207.24.92	0408.19.20	3504.00.11
0207.25.12	0408.91.20	3504.00.12
0207.25.92	0408.99.20	3504.00.90
0207.26.20	1517.10.20	9801.20.00
0207.26.30	1517.90.22	9826.10.00
0207.27.12	1601.00.22	9826.20.00
0207.27.92	1601.00.32	9826.30.00
0207.27.93	1602.20.22	9826.40.00
0209.00.22	1602.20.32	9897.00.00
0209.00.24	1602.31.13	9898.00.00
0210.99.12	1602.31.14	9899.00.00
0210.99.13	1602.31.94	9904.00.00
0210.99.15	1602.31.95	9938.00.00
0210.99.16	1602.32.13	9987.00.00
0401.10.20	1602.32.14	
0401.20.20	1602.32.94	
0401.30.20	1602.32.95	
0402.10.20	1701.91.10	
0402.21.12	1701.91.90	
0402.21.22	1701.99.10	
0402.29.12	1702.90.11	
0402.29.22	1702.90.12	
0402.91.20	1702.90.13	
0402.99.20	1702.90.14	
0403.10.20	1702.90.15	
0403.90.12	1702.90.16	
0403.90.92	1702.90.17	
0404.10.22	1702.90.18	
0404.90.20	1702.90.21	
0405.10.20	1702.90.29	
0405.20.20	1702.90.61	
0405.90.20	1702.90.69	
0406.10.20	1702.90.70	
0406.20.12	1702.90.81	
0406.20.92	1702.90.89	
0406.30.20	1806.20.22	
0406.40.20	1806.90.12	
0406.90.12	1901.20.12	
0406.90.22	1901.20.22	
0406.90.32	1901.90.32	
0406.90.42	1901.90.34	

SCHEDULE 2
(Subsection 42(1))

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
0105.11.21	0.86¢ each	Free (S2)
0105.94.91	1.90¢/kg	Free (S2)
0105.99.11	1.90¢/kg	Free (S2)
0207.11.10	8%	Free (S1)
0207.11.91	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0207.12.10	8%	Free (S1)
0207.12.91	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0207.13.10	4%	Free (S1)
0207.13.91	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0207.14.10	9%	Free (S1)
0207.14.91	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0207.24.11	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0207.24.91	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0207.25.11	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0207.25.91	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0207.26.10	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0207.27.91	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0209.00.21	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0209.00.23	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0210.99.11	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0210.99.14	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
0401.10.10	7.5%	Free (S2)
0401.20.10	7.5%	Free (S2)
0401.30.10	7.5%	Free (S2)
0402.10.10	3.32¢/kg	Free (S2)
0402.21.11	3.32¢/kg	Free (S2)
0402.21.21	6.5%	Free (S2)
0402.29.11	3.32¢/kg	Free (S2)
0402.29.21	6.5%	Free (S2)
0402.91.10	2.84¢/kg	Free (S2)
0402.99.10	2.84¢/kg	Free (S2)
0403.90.11	3.32¢/kg	Free (S2)
0404.10.10	4.94¢/kg	Free (S2)
0404.10.21	3.32¢/kg	Free (S2)
0404.10.90	11%	Free (S2)
0404.90.10	6.5%	Free (S2)
0405.10.10	11.38¢/kg	Free (S2)
0405.20.10	7%	Free (S2)

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
0405.90.10	7.5%	Free (S2)
0406.10.10	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.20.11	2.84¢/kg	Free (S2)
0406.20.91	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.30.10	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.40.10	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.90.11	2.84¢/kg	Free (S2)
0406.90.21	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.90.31	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.90.41	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.90.51	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.90.61	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.90.71	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.90.81	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.90.91	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.90.93	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.90.95	3.32¢/kg	Free (S2)
0406.90.98	3.32¢/kg	Free (S2)
0407.00.11	1.51¢/dozen	Free (S2)
0407.00.18	1.51¢/dozen	Free (S2)
1517.90.21	7.5%	Free (S2)
1602.31.11	11%	Free (S2)
1602.31.12	7.5%	Free (S2)
1602.31.93	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
1602.32.11	11%	Free (S2)
1602.32.12	7.5%	Free (S2)
1602.32.93	5% but not less than 4.74¢/kg or more than 9.48¢/kg	Free (S2)
1701.12.90	\$24.69/tonne	Free (S2)
1701.99.90	\$30.86/tonne	Free (S3)
1702.40.00	6%	Free (S2)
1703.90.10	12.5%	Free (S2)
1901.90.31	6.5%	Free (S2)
2106.90.31	5%	Free (S2)
2106.90.33	5%	Free (S2)
2106.90.51	6.68¢/kg	Free (S2)
2106.90.93	7%	Free (S2)
2309.90.31	2%	Free (S2)
3502.11.10	8.5%	Free (S2)
3502.19.10	6.63¢/kg	Free (S2)
3825.30.20	15.5%	Free (S2)
4015.11.00	15.5%	Free (S2)

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
4015.19.90	15.5%	Free (S2)
4015.90.90	14%	Free (S2)
4303.10.10	15.5%	Free (S2)
4303.10.20	14%	Free (S2)
4304.00.00	15.5%	Free (S2)
5407.20.99	14%	Free (S2)
5602.10.90	14%	Free (S2)
5602.21.99	12%	Free (S2)
5602.29.00	14%	Free (S2)
5602.90.90	14%	Free (S2)
5603.11.50	14%	Free (S2)
5603.11.99	14%	Free (S2)
5603.12.50	14%	Free (S2)
5603.12.99	14%	Free (S2)
5603.13.50	14%	Free (S2)
5603.13.99	14%	Free (S2)
5603.14.50	14%	Free (S2)
5603.14.99	14%	Free (S2)
5603.91.90	14%	Free (S2)
5603.92.99	14%	Free (S2)
5603.93.90	14%	Free (S2)
5603.94.90	14%	Free (S2)
5607.29.20	10%	Free (S2)
5607.29.90	10%	Free (S2)
5607.49.20	10%	Free (S2)
5607.49.90	10%	Free (S2)
5607.50.20	10%	Free (S2)
5607.50.90	10%	Free (S2)
5607.90.20	10%	Free (S2)
5607.90.90	10%	Free (S2)
5903.10.19	14%	Free (S2)
5903.10.29	14%	Free (S2)
5903.20.19	14%	Free (S2)
5903.20.29	14%	Free (S2)
5903.90.10	14%	Free (S2)
5903.90.29	14%	Free (S2)
6305.20.00	17%	Free (S2)
6305.32.00	18%	Free (S2)
6305.33.00	18%	Free (S2)
6305.39.00	18%	Free (S2)
6309.00.90	18%	Free (S2)

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
6401.10.19	20%	Free (S1)
6401.10.20	20%	Free (S1)
6401.92.12	20%	Free (S1)
6401.92.91	20%	Free (S1)
6401.92.92	20%	Free (S1)
6402.12.20	18%	Free (S1)
6402.12.30	17.5%	Free (S1)
6402.20.19	16%	Free (S1)
6402.20.20	18%	Free (S1)
6402.91.10	17.5%	Free (S1)
6402.91.90	17.5%	Free (S1)
6402.99.10	17.5%	Free (S1)
6403.12.20	18%	Free (S1)
6403.12.30	18%	Free (S1)
6403.40.00	18%	Free (S1)
6406.10.11	15.5%	Free (S2)
6406.10.19	15.5%	Free (S2)
6406.10.90	8%	Free (S2)
6504.00.90	12.5%	Free (S2)
6505.10.00	15.5%	Free (S2)
6505.90.39	12.5%	Free (S2)
6505.90.40	12.5%	Free (S2)
6505.90.90	15.5%	Free (S2)
6506.99.90	12.5%	Free (S2)
6812.91.00	15.5%	Free (S2)
7019.32.90	15.5%	Free (S2)
7019.40.99	15.5%	Free (S2)
7019.51.99	15.5%	Free (S2)
7019.52.99	15.5%	Free (S2)
7019.59.99	15.5%	Free (S2)
7019.90.40	15.5%	Free (S2)
8804.00.10	15.5%	Free (S2)
8901.10.10	25%	Free (S2)
8901.10.90	25%	Free (S2)
8901.20.10	25%	Free (S2)
8901.20.90	25%	Free (S2)
8901.30.00	25%	Free (S2)
8901.90.10	15%	Free (S2)
8901.90.91	25%	Free (S2)
8901.90.99	25%	Free (S2)
8902.00.10	25%	Free (S2)

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
8904.00.00	25%	Free (S2)
8905.10.00	25%	Free (S2)
8905.20.10	20%	Free (S2)
8905.20.20	25%	Free (S2)
8905.90.10	20%	Free (S2)
8905.90.90	25%	Free (S2)
8906.10.00	25%	Free (S2)
8906.90.19	15%	Free (S2)
8906.90.91	25%	Free (S2)
8906.90.99	25%	Free (S2)
8907.90.90	15.5%	Free (S2)
8908.00.90	15.5%	Free (S2)
9401.90.20	15.5%	Free (S2)
9404.30.00	15.5%	Free (S2)
9404.90.10	14%	Free (S2)
9404.90.90	14%	Free (S2)
9607.20.10	11.5%	Free (S2)
9612.10.20	15.5%	Free (S2)
9612.10.30	15.5%	Free (S2)

ANNEXE 2
(paragraphe 42(1))

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
0105.11.21	0,86 ¢ chacun	En fr. (S2)
0105.94.91	1,90 ¢/kg	En fr. (S2)
0105.99.11	1,90 ¢/kg	En fr. (S2)
0207.11.10	8 %	En fr. (S1)
0207.11.91	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0207.12.10	8 %	En fr. (S1)
0207.12.91	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0207.13.10	4 %	En fr. (S1)
0207.13.91	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0207.14.10	9 %	En fr. (S1)
0207.14.91	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0207.24.11	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0207.24.91	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0207.25.11	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0207.25.91	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0207.26.10	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0207.27.91	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0209.00.21	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0209.00.23	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0210.99.11	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0210.99.14	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
0401.10.10	7,5 %	En fr. (S2)
0401.20.10	7,5 %	En fr. (S2)
0401.30.10	7,5 %	En fr. (S2)
0402.10.10	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0402.21.11	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0402.21.21	6,5 %	En fr. (S2)
0402.29.11	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0402.29.21	6,5 %	En fr. (S2)
0402.91.10	2,84 ¢/kg	En fr. (S2)
0402.99.10	2,84 ¢/kg	En fr. (S2)
0403.90.11	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0404.10.10	4,94 ¢/kg	En fr. (S2)
0404.10.21	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0404.10.90	11 %	En fr. (S2)
0404.90.10	6,5 %	En fr. (S2)
0405.10.10	11,38 ¢/kg	En fr. (S2)
0405.20.10	7 %	En fr. (S2)

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
0405.90.10	7,5 %	En fr. (S2)
0406.10.10	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.20.11	2,84 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.20.91	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.30.10	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.40.10	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.11	2,84 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.21	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.31	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.41	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.51	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.61	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.71	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.81	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.91	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.93	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.95	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0406.90.98	3,32 ¢/kg	En fr. (S2)
0407.00.11	1,51 ¢/douz	En fr. (S2)
0407.00.18	1,51 ¢/douz	En fr. (S2)
1517.90.21	7,5 %	En fr. (S2)
1602.31.11	11 %	En fr. (S2)
1602.31.12	7,5 %	En fr. (S2)
1602.31.93	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
1602.32.11	11 %	En fr. (S2)
1602.32.12	7,5 %	En fr. (S2)
1602.32.93	5 % mais pas moins de 4,74 ¢/kg ou plus de 9,48 ¢/kg	En fr. (S2)
1701.12.90	24,69 \$/tonne métrique	En fr. (S2)
1701.99.90	30,86 \$/tonne métrique	En fr. (S3)
1702.40.00	6 %	En fr. (S2)
1703.90.10	12,5 %	En fr. (S2)
1901.90.31	6,5 %	En fr. (S2)
2106.90.31	5 %	En fr. (S2)
2106.90.33	5 %	En fr. (S2)
2106.90.51	6,68 ¢/kg	En fr. (S2)
2106.90.93	7 %	En fr. (S2)
2309.90.31	2 %	En fr. (S2)
3502.11.10	8,5 %	En fr. (S2)
3502.19.10	6,63 ¢/kg	En fr. (S2)
3825.30.20	15,5 %	En fr. (S2)
4015.11.00	15,5 %	En fr. (S2)

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
4015.19.90	15,5 %	En fr. (S2)
4015.90.90	14 %	En fr. (S2)
4303.10.10	15,5 %	En fr. (S2)
4303.10.20	14 %	En fr. (S2)
4304.00.00	15,5 %	En fr. (S2)
5407.20.99	14 %	En fr. (S2)
5602.10.90	14 %	En fr. (S2)
5602.21.99	12 %	En fr. (S2)
5602.29.00	14 %	En fr. (S2)
5602.90.90	14 %	En fr. (S2)
5603.11.50	14 %	En fr. (S2)
5603.11.99	14 %	En fr. (S2)
5603.12.50	14 %	En fr. (S2)
5603.12.99	14 %	En fr. (S2)
5603.13.50	14 %	En fr. (S2)
5603.13.99	14 %	En fr. (S2)
5603.14.50	14 %	En fr. (S2)
5603.14.99	14 %	En fr. (S2)
5603.91.90	14 %	En fr. (S2)
5603.92.99	14 %	En fr. (S2)
5603.93.90	14 %	En fr. (S2)
5603.94.90	14 %	En fr. (S2)
5607.29.20	10 %	En fr. (S2)
5607.29.90	10 %	En fr. (S2)
5607.49.20	10 %	En fr. (S2)
5607.49.90	10 %	En fr. (S2)
5607.50.20	10 %	En fr. (S2)
5607.50.90	10 %	En fr. (S2)
5607.90.20	10 %	En fr. (S2)
5607.90.90	10 %	En fr. (S2)
5903.10.19	14 %	En fr. (S2)
5903.10.29	14 %	En fr. (S2)
5903.20.19	14 %	En fr. (S2)
5903.20.29	14 %	En fr. (S2)
5903.90.10	14 %	En fr. (S2)
5903.90.29	14 %	En fr. (S2)
6305.20.00	17 %	En fr. (S2)
6305.32.00	18 %	En fr. (S2)
6305.33.00	18 %	En fr. (S2)
6305.39.00	18 %	En fr. (S2)
6309.00.90	18 %	En fr. (S2)

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
6401.10.19	20 %	En fr. (S1)
6401.10.20	20 %	En fr. (S1)
6401.92.12	20 %	En fr. (S1)
6401.92.91	20 %	En fr. (S1)
6401.92.92	20 %	En fr. (S1)
6402.12.20	18 %	En fr. (S1)
6402.12.30	17,5 %	En fr. (S1)
6402.20.19	16 %	En fr. (S1)
6402.20.20	18 %	En fr. (S1)
6402.91.10	17,5 %	En fr. (S1)
6402.91.90	17,5 %	En fr. (S1)
6402.99.10	17,5 %	En fr. (S1)
6403.12.20	18 %	En fr. (S1)
6403.12.30	18 %	En fr. (S1)
6403.40.00	18 %	En fr. (S1)
6406.10.11	15,5 %	En fr. (S2)
6406.10.19	15,5 %	En fr. (S2)
6406.10.90	8 %	En fr. (S2)
6504.00.90	12,5 %	En fr. (S2)
6505.10.00	15,5 %	En fr. (S2)
6505.90.39	12,5 %	En fr. (S2)
6505.90.40	12,5 %	En fr. (S2)
6505.90.90	15,5 %	En fr. (S2)
6506.99.90	12,5 %	En fr. (S2)
6812.91.00	15,5 %	En fr. (S2)
7019.32.90	15,5 %	En fr. (S2)
7019.40.99	15,5 %	En fr. (S2)
7019.51.99	15,5 %	En fr. (S2)
7019.52.99	15,5 %	En fr. (S2)
7019.59.99	15,5 %	En fr. (S2)
7019.90.40	15,5 %	En fr. (S2)
8804.00.10	15,5 %	En fr. (S2)
8901.10.10	25 %	En fr. (S2)
8901.10.90	25 %	En fr. (S2)
8901.20.10	25 %	En fr. (S2)
8901.20.90	25 %	En fr. (S2)
8901.30.00	25 %	En fr. (S2)
8901.90.10	15 %	En fr. (S2)
8901.90.91	25 %	En fr. (S2)
8901.90.99	25 %	En fr. (S2)
8902.00.10	25 %	En fr. (S2)

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
8904.00.00	25 %	En fr. (S2)
8905.10.00	25 %	En fr. (S2)
8905.20.10	20 %	En fr. (S2)
8905.20.20	25 %	En fr. (S2)
8905.90.10	20 %	En fr. (S2)
8905.90.90	25 %	En fr. (S2)
8906.10.00	25 %	En fr. (S2)
8906.90.19	15 %	En fr. (S2)
8906.90.91	25 %	En fr. (S2)
8906.90.99	25 %	En fr. (S2)
8907.90.96	15,5 %	En fr. (S2)
8908.00.90	15,5 %	En fr. (S2)
9401.90.20	15,5 %	En fr. (S2)
9404.30.00	15,5 %	En fr. (S2)
9404.90.10	14 %	En fr. (S2)
9404.90.90	14 %	En fr. (S2)
9607.20.10	11,5 %	En fr. (S2)
9612.10.20	15,5 %	En fr. (S2)
9612.10.30	15,5 %	En fr. (S2)

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation / Société canadienne des postes

Postage Paid

Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

*En case de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

<http://publications.gc.ca>